

ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES



ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS

**ASSOCIATION DES BANQUES
CENTRALES AFRICAINES (ABCA)**

**SEMINAIRE CONTINENTAL DE L'ABCA POUR
L'ANNEE 2022 SUR LE THEME :**

**« TIRER PARTI DE LA TECHNOLOGIE POUR LA PROMOTION
DE L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR BANCAIRE PANAFRICAIN
POUR FAIRE PROGRESSER LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE CONTINENTALE
AFRICAINNE (ZLECAF) : LE RÔLE DES BANQUES CENTRALES »**

Organisé virtuellement par : Banque Centrale de la République de Guinée
(16 – 18 mai 2022)

Termes de référence

INTRODUCTION

Conformément à l'Article 3 de ses Statuts, l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) organise chaque année un Séminaire Continental dans le cadre de la réalisation de ses objectifs. Cette rencontre constitue un forum de discussions entre les Banques Centrales, les institutions internationales et continentales, ainsi que des personnes ressources, visant à favoriser des échanges d'idées et d'expériences ayant trait aux questions monétaires, bancaires et financières et à la coopération en Afrique.

Lors du sommet de l'Union Africaine (UA) de Niamey en 2019, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont lancé la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) qui est un accord devant instituer un marché Continental unique et libéralisé pour les marchandises et les services. Cette initiative a pour objectif de faire progresser rapidement les échanges intra-africains, pour doper les économies du Continent, à travers l'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires au commerce. En effet, selon le rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD) publié en janvier 2021, le commerce intra-africain ne représente qu'environ 16% des échanges totaux du Continent en 2019 contre plus de 60% pour les Continents asiatique et européen. Ainsi, la ZLECAf devrait permettre aux pays membres de l'UA de faire progresser leur Produit Intérieur Brut (PIB) de 1% à 3% et de porter à 33% le commerce intra-africain pendant la période de transition (d'ici 2030).

La zone de libre-échange devrait couvrir 54 des 55 pays africains (excepté l'Erythrée), avec un PIB actuel combiné estimé à 2.500 milliards de dollars américains (USD) et une population d'environ 1,2 milliard d'habitants. Alors que l'économie mondiale est confrontée aux bouleversements provoqués par la pandémie de COVID-19, la création de ce vaste marché régional constitue une opportunité pour les pays africains pour diversifier leurs exportations, accélérer leur croissance et attirer les investissements directs étrangers.

Toutefois, la mise en œuvre d'une zone de libre-échange au sein du Continent suppose l'existence d'infrastructures adéquates, des systèmes financiers et de paiements développés susceptibles de favoriser et faciliter les flux physiques et informationnels. A cet égard, la nécessité d'une intégration financière régionale plus poussée à l'échelle continentale s'impose pour faire progresser l'accord de libre-échange.

Par ailleurs, l'état des lieux des infrastructures dans les Sous-régions africaines montre une insuffisance dans ces domaines susmentionnés qui pourrait constituer un frein à la mise en œuvre de la ZLECAf. Au regard de ce constat, le développement des infrastructures physiques et financières est devenu l'une des priorités pour les autorités africaines, notamment les Banques Centrales.

C'est dans ce contexte que le Conseil des Gouverneurs a retenu, au terme de sa 43^e réunion ordinaire, organisée virtuellement par la Banque Centrale du Congo (BCC), le 20 août 2021, le thème suivant pour le Séminaire Continental de l'année 2022 « *Tirer parti de la technologie pour la promotion de l'investissement dans le secteur bancaire panafricain pour faire progresser la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) : Le rôle des Banques Centrales* ».

Les présents termes de référence précisent le contexte et les objectifs du Séminaire Continental de l'ABCA, les principaux thèmes à aborder et des dispositions organisationnelles.

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DU SEMINAIRE

La part de l'Afrique dans le commerce mondial reste encore marginale. En effet, les flux commerciaux de l'ensemble des pays africains membres de l'Union Africaine représentaient environ 3%¹ du commerce mondial de marchandises en 2019 contre 33,8% et 35,7% pour l'Asie et l'Europe respectivement. En outre, le commerce sur le Continent se fait principalement avec le reste du monde, les exportations et importations intra-africaines ressortant respectivement à 12,6% et 19,7% en 2019 contre 59,0% et 61,0% pour l'Union Européenne². Par ailleurs, une baisse des échanges intra-africains a été notée au cours de ces dernières années. La part des exportations et celle des importations sont ressorties, en moyenne, à 13,6% et 20,7% respectivement sur la période allant de 2013 à 2018, se situant au-dessus de leurs niveaux de 2019.

Au regard de ces statistiques qui montrent la faiblesse du commerce intra-africain, les Etats ont mis en place la ZLECAf, en vue de stimuler et d'accroître les échanges entre les pays africains. Ainsi, cette initiative devrait faciliter la circulation des capitaux, des individus et des investissements à l'échelle du Continent. Deuxième plus vaste zone de libre-échange en termes d'habitants à voir le jour depuis la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), après le Partenariat Régional Economique Global en Asie et dans le Pacifique, la ZLECAf est entrée dans sa phase opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2021, après sa ratification par 36 pays africains à la date du 20 janvier 2021.

Toutefois, cette initiative de l'Union Africaine, porteuse d'espoir pour les économies locales, présente de nombreux défis auxquels les pays africains doivent faire face. En effet, le commerce en Afrique reste confronté à de nombreuses barrières tarifaires et non tarifaires, qui pourraient limiter la progression de la ZLECAf. Selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) sur les Perspectives Economiques Régionales sur l'Afrique Subsaharienne, publié en 2019, une amélioration de la logistique du commerce et de l'infrastructure pourrait être jusqu'à quatre fois plus efficace qu'une baisse des droits de douane pour stimuler les échanges. En effet, les transactions commerciales ne sont effectuées et facilitées que par les paiements, ce qui nécessite une infrastructure financière plus développée et un système bancaire panafricain assez liquide, capable d'effectuer les paiements et les règlements pour faciliter le commerce et d'autres activités économiques entre les pays.

Face à ces nombreux défis à relever pour faire progresser l'accord de libre-échange, il est important de mettre l'accent sur la promotion de l'investissement dans le secteur bancaire panafricain, notamment dans les infrastructures financières, en vue d'intégrer les systèmes de paiement nationaux, les systèmes de paiement régionaux et d'autres fournisseurs de services financiers. Il est également nécessaire d'harmoniser les systèmes de paiement régionaux pour faciliter les paiements transfrontaliers et de créer des accords de crédits croisés entre Banques Centrales ainsi que de mettre en place un centre de compensation multidevises à l'échelle continentale pour réduire les risques que pourraient induire les transactions commerciales dans plusieurs monnaies différentes.

En outre, le système bancaire devrait également mener des actions en vue d'accroître les conditions d'accès aux prêts pour le financement de l'agriculture, en respectant les normes environnementales. En effet, selon le rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur

¹ / au.int/sites/default/files/documents/39607-doc-af-trade_yearbook2020_v4_comp-compress_1.pdf : Statistiques du commerce international africain de l'Union Africaine

² / <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/10624809/6-25032020-AP-FR.pdf/02e7de9e-5868-dfda-488d-4fc46ee9a38b>

L'Evolution du Climat (GIEC), publié en août 2021, la transition vers la neutralité carbone serait un impératif et sa gestion non maîtrisée pourrait constituer une source de possibles risques financiers.

Dans cette perspective, les avancées technologiques enregistrées au cours de ces dernières décennies, notamment en matière de Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) ont contribué à l'essor de l'innovation financière qui a transformé profondément l'activité de l'intermédiation financière (Sobreira, 2004)³. A cet égard, elles pourraient offrir une opportunité pour promouvoir les investissements dans le secteur bancaire panafricain en vue de relever les défis pour faire avancer la ZLECAf. En effet, le rôle des FinTech dans l'évolution des activités financières et dans la transformation des structures de marchés n'est plus à démontrer. L'Intelligence Artificielle (IA) et l'apprentissage automatique (Machine Learning) permettent d'accumuler et de traiter des bases d'informations de grande taille.

En outre, les nouvelles technologies financières offrent la possibilité de construire des systèmes experts (des robots) capables d'analyser de grandes masses d'informations pour formuler des solutions en fonction de critères prédéfinis. Les évolutions technologiques combinant l'Interface de Programmation Applicative (API)⁴, l'IA et les chaînes de blocs (blockchain) pour automatiser et sécuriser les échanges, constituent autant d'opportunités pour promouvoir les investissements dans le secteur bancaire en Afrique. Par ailleurs, le secteur bancaire pourrait également tirer profit des FinTech basées d'une part, sur la constitution de «registres distribués», utilisant la technologie blockchain et, d'autre part, sur la mise en relation directe de coéchangistes par des réseaux et des plateformes (pair à pair (P2P)) pour assurer la promotion des investissements dans ce secteur.

Toutefois, le recours à ces FinTech et la transformation numérique ainsi que les cyberattaques peuvent être porteurs de risques pour la stabilité du système financier. En effet, ils pourraient contribuer à modifier la nature des risques sur les marchés de capitaux du Continent. L'approfondissement du secteur bancaire panafricain induit par les innovations financières permettrait d'élargir les possibilités de financement et d'investissement pour les ménages et les entreprises. Ces changements pourraient influencer sur le rythme et le degré auxquels les décisions de politique monétaire se transmettent dans les économies africaines, ce qui est susceptible d'avoir un impact sur les canaux de transmission de la politique monétaire.

Au regard de ce qui précède, les Banques Centrales ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre de la ZLECAf, en assurant la stabilité macroéconomique et financière, en formulant et en mettant en œuvre des politiques de taux de change appropriées pour soutenir les activités commerciales. A cet effet, elles doivent se pencher sur les stratégies à implémenter, notamment sur la réglementation de change et les canaux de paiement régionaux appropriés pour les transactions intra-africaines en vue d'accroître le commerce dans la ZLECAf.

³ / Rogério Sobreira (2004) : « *Innovation financière et investissement : le cas de la titrisation* », Dans *Innovations* 2004/1 (no 19), pages 115 à 129.

⁴ / Une API permet de rendre disponibles les données ou les fonctionnalités d'une application existante afin que d'autres applications les utilisent. Elle permet ainsi à deux applications de communiquer entre elles.

A cet égard, ce Séminaire Continental vise les principaux objectifs ci-après :

- identifier les investissements à faire dans le secteur bancaire panafricain en vue de la promotion de la ZLECAf ;
- contribuer à mieux comprendre le rôle des Banques Centrales dans le renforcement de l'intégration commerciale en Afrique, à travers la promotion des FinTech et le développement des systèmes bancaires panafricains et des paiements transfrontaliers ;
- identifier les nouveaux défis en matière de politique monétaire liés au recours des FinTech dans le secteur bancaire ;
- mettre en évidence le rôle que peuvent jouer les innovations technologiques dans les stratégies de mobilisation des capitaux et les implications sur les mécanismes de transmission de politique monétaire et la stabilité financière dans le cadre de la promotion de la ZLECAf ;
- mettre en exergue les canaux permettant de tirer parti de la technologie pour soutenir le verdissement du système financier.

II. ARTICULATION DU SEMINAIRE

Le Séminaire pourrait être articulé autour des axes suivants :

- des exposés sur les défis à relever pour faire avancer la ZLECAf et les investissements à promouvoir pour développer les systèmes bancaires panafricains et les paiements transfrontaliers ;
- des présentations sur le rôle des Banques Centrales dans le renforcement de l'intégration commerciale en Afrique ;
- des exposés sur les stratégies de mobilisation des capitaux et leurs impacts sur les mécanismes de transmission de la politique monétaire et la stabilité financière ;
- des réflexions sur le rôle joué par les innovations technologiques dans les stratégies de mobilisation des capitaux pour la promotion de la ZLECAf ;
- des présentations sur la manière de tirer profit de la technologie pour le verdissement du système financier africain pour faire progresser la ZLECAf.

III. DISPOSITIONS ORGANISATIONNELLES

3.1. Participants

Il est prévu la participation de personnes ressources provenant des institutions ci-après :

- Banques Centrales membres de l'ABCA ;
- Banque Centrale Européenne (BCE) ;
- Commission de l'Union Africaine (CUA) ;
- Commission Economique pour l'Afrique (CEA) ;

- Secrétariat du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) ;
- Secrétariat de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) ;
- Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ;
- Secrétariat Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) ;
- Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- Union du Magrheb Arabe (UMA) ;
- Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- Communauté Est Africaine (CEA) ;
- Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) ;
- Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) ;
- Fonds Monétaire International (FMI) ;
- Banque Mondiale ;
- Banque Africaine de Développement (BAD) ;
- Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) ;
- Le Partenariat pour la Finance au Service de l'Afrique (MFW4A) ;
- GIZ.

3.2. Programme du Séminaire

Le Séminaire pourrait être organisé de façon virtuelle sur une période de trois (3) jours, sous forme de sessions plénières et de discussions en ateliers, selon le calendrier ci-après :

Premier jour - matinée

La matinée du premier jour sera consacrée aux communications sur les trois sous-thèmes ci-après :

- « *Promotion des FinTech et développement des systèmes bancaires panafricains et des paiements transfrontaliers pour le renforcement de l'intégration commerciale en Afrique : Le rôle des Banques Centrales* ».

Ce sous-thème analyserait notamment la manière dont les systèmes bancaires et les paiements transfrontaliers en Afrique pourraient tirer parti de la promotion des FinTech pour se développer. Les échanges pourraient porter sur les canaux de paiement et les politiques de change appropriées pour soutenir et renforcer les activités commerciales dans la ZLECAf. L'accent sera également mis sur le rôle joué par les Banques Centrales à cet effet.

- « *Stratégies de mobilisation des capitaux, mécanismes de transmission de la politique monétaire et stabilité financière pour la promotion de la ZLECAf : Le rôle des innovations technologiques* ».

Ce sous-thème permettrait d'analyser le rôle joué par les innovations technologiques dans les stratégies de mobilisation de capitaux induites par les innovations technologiques ainsi que leur impact sur les mécanismes de transmission de la politique monétaire pour promouvoir la ZLECAf. Il s'agira également de mettre en évidence l'émergence des risques et vulnérabilités que pourrait induire le développement des innovations technologiques dans la sphère financière africaine.

- « *Tirer parti de la technologie pour soutenir le verdissement du système financier africain* ».

Dans ce sous-thème, l'objectif est de mettre en exergue les prêts et investissements dans le secteur financier en faveur de l'agriculture et de l'atténuation du changement climatique, de l'adaptation et de la résilience au climat, et d'autres objectifs environnementaux. En outre, il pourrait permettre d'échanger sur le risque de fragilisation du secteur financier si une réponse adéquate et suffisante n'est pas trouvée pour mieux gérer l'accélération de la transition vers une économie neutre en carbone. Ce sous-thème permettrait également d'analyser la manière dont l'innovation technologique aide les institutions financières, y compris les Banques Centrales, à mieux collecter, vérifier et analyser les données pour comprendre l'impact de leurs décisions de prêt et de leurs investissements sur les problèmes environnementaux.

Premier jour – après-midi

L'après-midi sera consacrée à la présentation des expériences par une Banque Centrale de chaque Sous-région sur le thème principal du Séminaire :

- Afrique du Nord (Banque Centrale de Mauritanie) ;
- Afrique de l'Ouest (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ;
- Afrique de l'Est (National Bank of Rwanda) ;
- Afrique Centrale (Banco Central de São Tome e Principe) ;
- Afrique Australe (Banco Nacional de Angola).

Deuxième jour - matinée

Trois (3) sessions de groupe simultanées seront organisées en plénière dans la matinée. Les participants seront répartis en trois groupes pour engager des discussions sur des sous-thèmes spécifiques et formuler des recommandations :

- Session Groupe 1, sous-thème proposé : « *Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) : implications macroéconomiques et rôle des Banques Centrales* » ;

- Session Groupe 2, sous-thème proposé : « *Le rôle des infrastructures des systèmes de paiement dans l'accélération de la croissance des systèmes bancaires panafricains* » ;
- Session Groupe 3, sous-thème proposé : « *FinTech et financement du commerce africain dans la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf)* ».

Après-midi du deuxième jour et le troisième jour

L'après-midi du deuxième jour et le troisième jour seront consacrés à la restitution des résultats des travaux réalisés en ateliers, ainsi qu'à l'élaboration et l'adoption des conclusions et recommandations du Séminaire Continental.

3.3. Date et lieu du Séminaire

Au terme de sa première réunion virtuelle, tenue le 17 février 2022, le Bureau de l'ABCA a demandé à la Sous-région de l'Afrique de l'Ouest de désigner la Banque Centrale qui organisera le Séminaire Continental de l'Association en 2022. A cet égard, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a été désignée pour l'accueillir du 16 au 18 mai 2022.

IV. COÛT DU SEMINAIRE

Conformément au budget de l'Association pour l'exercice 2022 approuvé par le Conseil des Gouverneurs de l'ABCA lors de sa réunion virtuelle du 20 août 2021, le coût du Séminaire est pris en charge par l'institution qui accueille l'événement.

=====